# KIM IL SUNG

## THESES SUR LA QUESTION RURALE SOCIALISTE DANS NOTRE PAYS

PYONGYANG, COREE
1990

OUVRIERS DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

# KIM IL SUNG

# THESES SUR LA QUESTION RURALE SOCIALISTE DANS NOTRE PAYS

*Adoptées lors de la 8e Session plénière du 4e Comité Central du Parti du Travail de Corée Le 25 février 1964*

**Editions en Langues Etrangères**
**Pyongyang, Corée**
**1990**

# SOMMAIRE

I. LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SOLUTION DE LA QUESTION RURALE SOUS LE SOCIALISME . . . . 3

1. Les révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes . . . . . 5

2. La direction de la paysannerie par la classe ouvrière, l'aide de l'industrie à l'agriculture et le soutien des villes aux campagnes . . . . . 9

3. La direction et la gestion de l'économie rurale, les liens entre la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative . . . . . 12

II. LES TACHES FONDAMENTALES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE DES CAMPAGNES . . . . . 18

1. La révolution technique dans les campagnes . . . . . 19

2. La révolution culturelle dans les campagnes . . . . . 26

3. La révolution idéologique dans les campagnes . . . . . 29

4. Le soutien aux campagnes . . . . . 33

5. La direction des fermes coopératives par l'Etat . . . . . 36

III. LE ROLE ET LES TACHES DES ARRONDISSEMENTS DANS L'EDIFICATION SOCIALISTE DES CAMPAGNES . . . . . 43

1. Le rôle de l'industrie locale dans les arrondissements . . . . . 47

2. L'arrondissement en tant que centre de ravitaillement des campagnes . . . . . 49

3. L'arrondissement en tant que point d'appui de la révolution culturelle dans les campagnes . . . . . 52

4. La direction du travail rural par le comité d'arrondissement du Parti . . . . . 54

IV. QUELQUES MESURES A PRENDRE DANS L'IMMEDIAT POUR CONSOLIDER LA BASE ECONOMIQUE DES FERMES COOPERATIVES ET AMELIORER LE NIVEAU DE VIE DES PAYSANS . . . . . 57

1. L'abolition du système de l'impôt agricole en nature . . . . . 59

2. L'exécution aux frais de l'Etat de tous les grands travaux de construction dans les campagnes . . . . . 61

3. La construction d'un habitat rural moderne aux frais de l'Etat . . . 62

Les fondateurs du marxisme-léninisme ont attaché une grande importance à la question paysanne et à la question agricole et ont accordé un profond intérêt à leur solution. Lénine posa en particulier la question paysanne comme un problème stratégique fondamental de la révolution et considéra la question rurale comme la composante la plus importante de l'édification du socialisme et du communisme. Il enseigna que la solution correcte de la question paysanne et le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans constituent la garantie décisive de la victoire de la révolution; il exposa les moyens efficaces de résoudre la question rurale au stade de la révolution socialiste et il montra la voie de l'édification socialiste dans les campagnes.

La question rurale détient une importance particulière dans de nombreux pays qui ont été dans le passé, ou sont encore, sous le joug impérialiste et colonialiste. Dans ces pays, résoudre avec succès ou non les questions paysanne et agricole s'avère le problème clé décidant de l'issue de la révolution et du progrès social.

Le triomphe de la révolution socialiste dans les villes et les campagnes marque un tournant historique dans la solution des questions paysanne et agricole.

Même après le triomphe de cette révolution, la question rurale tient une place très importante dans l'édification du socialisme et du communisme.

La paysannerie est une sûre alliée de la classe ouvrière et une force puissante dans l'édification socialiste. C'est seulement si l'alliance des ouvriers et des paysans est constamment consolidée sous la direction de la classe ouvrière qu'une

impulsion énergique peut être donnée à l'édification du socialisme et du communisme.

L'agriculture, de même que l'industrie, est l'une des deux branches majeures de l'économie nationale; elle assure la nourriture nécessaire à la population et fournit l'industrie légère en matières premières. C'est seulement si l'on développe l'industrie et élève constamment son rôle dirigeant, et si, en même temps, on fait en sorte que le développement de l'industrie soit rattrapé par celui de l'agriculture, que l'on peut s'attendre au développement rapide de l'économie nationale dans son ensemble et que l'on peut assurer l'amélioration systématique du niveau de vie du peuple.

Les questions paysanne et agricole ne pourront être définitivement résolues que lorsque le décalage entre la ville et la campagne et les différences de classe entre les ouvriers et les paysans seront éliminés.

C'est un devoir sublime pour les communistes et pour la classe ouvrière que de résoudre définitivement la question rurale et de conduire les paysans jusqu'à la société communiste.

Après le triomphe du système socialiste, le parti marxiste-léniniste doit concentrer ses efforts sur la solution de la question rurale afin de poursuivre et parachever la révolution et de défendre d'une manière conséquente les intérêts du peuple travailleur tout entier.

# I. LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SOLUTION DE LA QUESTION RURALE SOUS LE SOCIALISME

La question rurale se présente sous des angles différents aux divers stades du développement de la révolution.

Au stade de la révolution démocratique anti-impérialiste et antiféodale, les questions paysanne et agricole ont consisté à abolir les rapports de propriété foncière féodaux dans les campagnes, de façon à émanciper les paysans de l'exploitation et de l'asservissement des propriétaires fonciers et à libérer les forces productives de l'agriculture des entraves des rapports de production féodaux. Nous avons résolu avec succès ces problèmes en accomplissant une réforme agraire radicale, selon le principe de la confiscation sans indemnisation des terres des propriétaires fonciers et de la redistribution gratuite de ces terres aux paysans.

Au stade de la révolution socialiste, les questions paysanne et agricole ont consisté à libérer pour toujours la paysannerie de toutes les formes d'exploitation et d'oppression et à délivrer complètement les forces productives de l'agriculture des entraves des anciens rapports de production fondés sur la propriété privée, en liquidant les éléments capitalistes dans les campagnes et en transformant l'économie paysanne individuelle en une économie collective socialiste. Nous avons parfaitement trouvé la solution à ces problèmes en réalisant la coopérativisation socialiste de l'économie rurale par une éducation appuyée sur les faits, selon le principe du libre

consentement, sous la puissante direction du Parti et de l'Etat et avec leur aide agissante.

Le système socialiste d'économie rurale revêt une supériorité décisive aussi bien sur l'économie paysanne individuelle que sur le système capitaliste d'économie rurale. Il ouvre une large voie au développement des forces productives de l'agriculture et offre des possibilités d'élévation rapide du niveau de vie matériel et culturel des paysans.

Le problème est de savoir comment effectuer le travail rural et comment développer l'économie rurale sous le système socialiste.

Après le triomphe du système socialiste dans les villes et les campagnes, la question rurale se présente sous un angle fondamentalement différent de celui des périodes précédentes.

Les questions paysanne et agricole sous le socialisme consistent, sur la base de la consolidation constante du système socialiste établi dans les campagnes, à porter les forces productives de l'agriculture à un niveau élevé, à rendre aisée la vie des paysans, à liquider le retard laissé dans les campagnes par la société de l'exploitation de l'homme par l'homme et à éliminer graduellement les différences entre la ville et la campagne.

Eliminer graduellement ces différences tout en consolidant et en développant le système socialiste d'économie rurale est l'une des questions fondamentales de l'édification du socialisme et de la préparation de la transition vers le communisme. C'est une tâche compliquée et difficile qui ne peut être complètement accomplie que par une lutte et un effort inlassables, de longue haleine.

Avec l'achèvement de la transformation socialiste, cette tâche s'est déjà imposée dans notre pays. Notre travail rural doit nécessairement être orienté vers son accomplissement.

Pour résoudre avec succès les questions paysanne et agricole sous le socialisme, il faut s'en tenir fermement, dans le travail rural, aux trois principes fondamentaux suivants:

Premièrement, accomplir parfaitement la révolution technique, la révolution culturelle et la révolution idéologique dans les campagnes.

Deuxièmement, renforcer par tous les moyens la direction de la paysannerie par la classe ouvrière, l'aide de l'industrie à l'agriculture et le soutien des villes aux campagnes.

Troisièmement, rapprocher sans cesse la direction et la gestion de l'économie rurale du niveau avancé de la gestion des entreprises industrielles, renforcer les liens entre la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative et rapprocher constamment cette dernière de la propriété du peuple tout entier.

## 1. LES REVOLUTIONS TECHNIQUE, CULTURELLE ET IDEOLOGIQUE DANS LES CAMPAGNES

La révolution doit être poursuivie afin d'édifier le socialisme sur tous les plans et de préparer la transition progressive vers le communisme.

Qu'il reste un décalage entre la ville et la campagne et celui de classe entre les ouvriers et les paysans après la liquidation des classes exploiteuses et l'achèvement de la transformation socialiste, ce fait même montre que la révolution doit être poursuivie et qu'en particulier, elle doit être accomplie plus radicalement dans les campagnes. Si l'on cesse de faire la révolution sous prétexte que la coopérativisation socialiste a été réalisée, on ne pourra maintenir et accroître encore

l'enthousiasme des paysans, exalté par la révolution démocratique et la révolution socialiste. Sans la poursuite de la révolution dans les campagnes, le système socialiste d'économie rurale ne pourra pas être consolidé et développé; sa supériorité ne pourra pas non plus être mise en évidence, ni les différences entre la ville et la campagne éliminées.

Les révolutions technique, culturelle et idéologique sont les tâches révolutionnaires majeures à accomplir dans les campagnes après l'achèvement de la coopérativisation socialiste.

Le retard des campagnes sur les villes s'exprime avant tout dans le fait que l'agriculture a une base matérielle et technique plus faible que celle de l'industrie, que le niveau culturel de la population rurale est plus bas que celui de la population urbaine et que les paysans sont en retard sur les ouvriers en ce qui concerne la conscience idéologique. Bien sûr, ce retard est un héritage de la société périmée; et le fait même qu'il subsiste encore sous le socialisme est dû principalement au niveau de développement de l'industrie et des villes. A cause précisément de ce retard, la propriété coopérative reste la forme dominante dans l'économie rurale, à la différence de l'industrie où la propriété du peuple tout entier est prépondérante; par conséquent, des différences de classe subsistent entre les ouvriers et les paysans.

C'est pourquoi, afin de consolider et de développer le système socialiste d'économie rurale, d'éliminer le décalage entre la ville et la campagne et celui de classe entre les ouvriers et les paysans, il faut tout d'abord accomplir dans les campagnes ces trois révolutions: technique, culturelle et idéologique, sur la base du développement rapide de l'industrie socialiste et des villes, et résorber le retard des campagnes dans ces domaines.

Les tâches des révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes sont étroitement liées entre elles et doivent être accomplies selon un processus unifié.

Parmi elles, la révolution idéologique est la tâche révolutionnaire la plus importante et la plus difficile qui doit précéder tout autre travail. C'est une grave erreur de mettre l'accent seulement sur les révolutions technique et culturelle et de négliger la révolution idéologique.

La lutte de classes continue aussi sous le socialisme. Dans les campagnes socialistes, elle trouve son expression dans la lutte contre les menées subversives des éléments hostiles, infiltrés de l'extérieur, et celles des survivants des classes exploiteuses renversées, aussi bien que dans la lutte idéologique contre les survivances des idéologies périmées qui subsistent dans la conscience des paysans. Sans élever la conscience de classe des paysans ni intensifier parmi eux la lutte idéologique, il n'est possible ni de consolider le système socialiste dans les campagnes ni d'y défendre ce système contre les atteintes des ennemis.

La supériorité du socialisme et sa vitalité tiennent avant tout au fait que dans ce système, les travailleurs libérés de l'exploitation et de l'oppression sont solidement unis pour des objectifs et des intérêts communs, coopèrent étroitement entre eux en camarades et œuvrent avec zèle et conscience. Si l'on n'élève pas le niveau de conscience idéologique des paysans, il est impossible de faire preuve de cette supériorité intrinsèque du socialisme dans les campagnes et, par conséquent, il est également impossible d'y développer rapidement la production et la technique agricoles ainsi que la culture.

La conscience idéologique des paysans ne se transforme pas automatiquement du fait de l'établissement du système socialiste et de l'élévation du niveau de vie. Bien sûr, le

triomphe du système socialiste liquide les fondements économiques qui engendrent des idéologies rétrogrades et il crée les conditions sociales et matérielles permettant d'imprégner les paysans d'une idéologie nouvelle. Mais sous le socialisme également, les survivances des idéologies périmées, notamment la mentalité des petits propriétaires, persistent longtemps dans la conscience des paysans et elles pourraient revivre et se développer à nouveau si le travail idéologique était relâché. La conscience idéologique des paysans ne peut être complètement transformée que par une éducation persévérante et un combat constant de longue haleine.

Le fait que la révolution idéologique soit la plus importante ne signifie nullement qu'il soit permis de négliger les révolutions technique et culturelle.

Le socialisme et le communisme exigent un haut niveau de développement des forces productives et un niveau culturel élevé des travailleurs. L'objectif de l'édification du socialisme et du communisme est, en dernière analyse, d'assurer une vie heureuse au peuple tout entier et de satisfaire plus complètement ses besoins matériels et culturels sans cesse croissants.

Si on ne réalise pas les révolutions technique et culturelle dans les campagnes, il n'est pas possible de développer les forces productives de l'agriculture, ni d'élever le niveau de vie matériel et culturel des paysans, ni de les affranchir des travaux pénibles. La consolidation des bases matérielles et techniques de l'économie rurale et l'amélioration du niveau culturel des paysans sont aussi un préalable important à la refonte de leur conscience idéologique. C'est aussi une erreur que de souligner seulement l'importance de la révolution idéologique et de négliger les révolutions technique et culturelle.

Tout en accordant une priorité absolue à la révolution

idéologique, nous devons, parallèlement à elle, promouvoir vigoureusement les révolutions technique et culturelle. Ainsi devons-nous refondre l'idéologie des paysans, renforcer les bases matérielles et techniques de l'économie rurale et élever le niveau culturel de la population rurale.

## 2. LA DIRECTION DE LA PAYSANNERIE PAR LA CLASSE OUVRIERE, L'AIDE DE L'INDUSTRIE A L'AGRICULTURE ET LE SOUTIEN DES VILLES AUX CAMPAGNES

La direction et l'aide du parti et de l'Etat de la classe ouvrière sont les conditions sine qua non de l'apparition, de la consolidation et du développement du système socialiste dans les campagnes. La paysannerie ne peut prendre la voie du socialisme, puis passer au communisme, que sous la direction et avec l'aide de la classe ouvrière.

Les ouvriers et les paysans sont des alliés qui combattent en unissant leurs forces pour un objectif et un idéal communs; ils sont tous des travailleurs socialistes. La propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative sont les deux formes de propriété socialiste qui se développent en étroite relation réciproque et elles constituent toutes deux la base économique de l'Etat socialiste. Celui-ci n'est pas seulement responsable de la vie des ouvriers et des employés, mais aussi de celle des paysans; il n'est pas seulement responsable du développement de la propriété du peuple tout entier, mais aussi de celui de la propriété coopérative. A l'époque de l'économie paysanne individuelle, chaque paysan était principalement responsable de son économie et de son existence. Mais après la coopérativisation, le parti et l'Etat doivent se

charger de la responsabilité du développement des fermes coopératives et de la vie des paysans.

L'industrie est la branche dirigeante de l'économie nationale, et les villes sont en avance sur les campagnes dans tous les domaines, politique, économique et culturel. L'économie rurale peut être équipée en techniques modernes, tout comme l'industrie, seulement si cette dernière, qui est le secteur dirigeant, lui vient en aide; les campagnes retardataires ne peuvent atteindre le niveau des villes que si celles-ci, qui sont en avance, les soutiennent.

Donc, pour promouvoir vigoureusement les révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes, et éliminer progressivement les différences entre la ville et la campagne après l'achèvement de la coopérativisation socialiste, le parti et l'Etat doivent renforcer par tous les moyens leur direction et leur aide aux campagnes, et les villes doivent les soutenir activement.

Il va sans dire que dans un pays auparavant agricole et retardataire comme le nôtre, il est indispensable que, pendant une certaine période suivant la victoire de la révolution, on dégage des fonds dans les campagnes pour l'industrialisation socialiste. La participation financière des paysans pour la création d'une industrie moderne dans un tel Etat socialiste est dans l'intérêt de toute la société et il est également indispensable au développement futur de l'économie rurale et à l'amélioration du niveau de vie des paysans.

Mais, une fois les assises de l'industrie socialiste posées, l'orientation doit être inversée afin que l'industrie soutienne l'agriculture. A partir de ce moment, il faut accorder un soutien toujours plus énergique aux campagnes dans tous les domaines.

La classe ouvrière ne doit pas seulement diriger politique-

ment et idéologiquement la paysannerie, mais aussi lui accorder une aide matérielle, technique, culturelle et financière. L'Etat socialiste doit déployer tous ses efforts pour alléger le fardeau des paysans et accroître leurs revenus; il doit veiller à ce que les niveaux de vie des ouvriers et des paysans s'élèvent en se rapprochant.

Si le travail rural est négligé, si les campagnes sont laissées sans aide et si, ce qui est pire, seule l'industrie se développe aux dépens de l'agriculture et si les villes, seules, sont entretenues au détriment des campagnes, les différences entre les villes et les campagnes s'accroîtront encore au lieu de disparaître. Dans ces conditions, il serait impossible de donner libre cours à l'activité des paysans, de développer l'économie rurale et d'améliorer leur niveau de vie. A la longue, cela ferait obstacle au développement de l'industrie elle-même ainsi qu'à celui de l'économie nationale dans son ensemble, et causerait d'immenses préjudices à l'édification du socialisme et du communisme.

Le concept selon lequel on néglige la campagne est un concept bourgeois. Sous le capitalisme, il est de règle que les villes pressurent les campagnes et que celles-ci soient en retard sur celles-là.

Les communistes rejettent résolument l'idée de négliger la campagne; dès le lendemain de leur prise du pouvoir, ils luttent pour éliminer le retard légué dans les campagnes par le capitalisme. Sous le socialisme, il est de règle que les villes aident les campagnes et que ces dernières, qui étaient en retard, se rapprochent toujours plus du niveau des villes dans tous les domaines.

Tout en accroissant la puissance de la classe ouvrière et en développant encore davantage l'industrie et les villes, nous devons constamment renforcer la direction de la paysannerie

par la classe ouvrière, l'aide de l'industrie à l'agriculture et le soutien des villes aux campagnes pour diminuer pas à pas le décalage entre elles. C'est seulement de cette manière que nous pourrons continuer à exalter l'activité des paysans, développer rapidement l'économie rurale et améliorer leur niveau de vie. Cela donnera finalement une plus grande impulsion au développement de l'industrie elle-même et de l'économie nationale dans son ensemble, et accélérera l'édification du socialisme et du communisme.

## 3. LA DIRECTION ET LA GESTION DE L'ECONOMIE RURALE, LES LIENS ENTRE LA PROPRIETE DU PEUPLE TOUT ENTIER ET LA PROPRIETE COOPERATIVE

Sous le socialisme, la campagne est en retard sur la ville non seulement dans les domaines technique, culturel et idéologique, mais aussi, et pour cette raison, dans les rapports de propriété et le niveau de la gestion économique. Les disparités entre l'industrie et l'agriculture au point de vue des rapports de propriété sont la dissemblance essentielle qui détermine les différences de classe entre les ouvriers et les paysans. La différence entre l'industrie et l'agriculture en ce qui concerne le niveau de la gestion économique est également importante.

C'est pourquoi, pour éliminer le décalage entre la ville et la campagne et les différences de classe entre les ouvriers et les paysans, il faut en finir avec le retard de la campagne dans les domaines technique, culturel et idéologique et, en même temps, dans les rapports de propriété et en ce qui concerne le niveau de la gestion économique. De cette façon seulement, il

est possible de résorber tout le retard de la campagne sur la ville et d'éliminer toutes les différences existant entre elles et dues à ce retard, ainsi que celles de classe entre les ouvriers et les paysans.

Pour éliminer les dissemblances entre l'industrie et l'agriculture en ce qui concerne le niveau de la gestion économique et les rapports de propriété, il faut améliorer la direction et la gestion de l'économie rurale et élever progressivement la propriété coopérative au niveau de la propriété du peuple tout entier sur la base de la promotion énergique des révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes et sur celle du renforcement par tous les moyens du soutien des villes aux campagnes. D'autre part, l'amélioration de la direction et de la gestion de l'économie rurale, le développement de la propriété coopérative et le maintien de relations correctes entre la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative constituent des conditions importantes pour accélérer les révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes, pour réaliser efficacement le soutien des villes aux campagnes et pour résoudre avec succès tous les problèmes posés par l'édification socialiste des campagnes.

L'orientation fondamentale à suivre pour l'amélioration de la direction et de la gestion de l'économie rurale socialiste est de rapprocher constamment les méthodes de gestion de l'économie coopérative agricole de celles, avancées, de la gestion des entreprises industrielles.

L'économie coopérative agricole est une économie socialiste de grande dimension; elle est en train de se doter rapidement d'une technique moderne. Comme l'exploitation de l'agriculture a pris une grande envergure, et que l'agriculture se rapproche graduellement du niveau de l'industrie sur le plan de l'équipement technique, il faut aussi, en bonne

logique, rapprocher de plus en plus les méthodes de direction et de gestion de l'économie rurale de celles de gestion des entreprises industrielles. Cela signifie tout d'abord que l'économie coopérative agricole doit nécessairement être dirigée et gérée par des méthodes industrielles.

Cela signifie renforcer la direction technique dans la production, ainsi que planifier et organiser toutes les activités de gestion d'une entreprise. L'agriculture est en retard sur l'industrie quant à l'équipement technique et l'est encore davantage dans le domaine de la direction technique. En même temps que la coopérativisation de l'économie paysanne individuelle, la gestion de l'économie rurale a été planifiée et organisée; mais, de ce point de vue aussi, l'agriculture est très en retard sur l'industrie.

Intensifier la direction technique, planifier et organiser mieux encore toutes les activités de gestion, voilà l'orientation fondamentale à suivre pour améliorer la gestion de l'économie coopérative agricole, voilà l'orientation fondamentale à choisir pour liquider le retard de l'agriculture sur l'industrie quant à la gestion économique.

La direction et la gestion de l'économie coopérative agricole par des méthodes industrielles permettent d'accélérer la révolution technique dans les campagnes, de supprimer l'éparpillement et le manque d'organisation dans la gestion de l'agriculture, d'utiliser rationnellement les terres, les machines agricoles et les autres moyens de production aussi bien que la main-d'œuvre, ainsi que d'assainir le milieu de la production dans le secteur de l'économie rurale. Cela stimule puissamment l'accroissement de la production agricole, le raffermissement de l'économie coopérative et l'amélioration du niveau de vie des paysans.

Le problème du développement de la propriété coopérati-

ve et des rapports entre la propriété du peuple tout entier (industrie) et la propriété coopérative (agriculture) est l'un des problèmes fondamentaux de l'édification socialiste dans les campagnes et de l'édification socialiste dans son ensemble. C'est une question de principe qui concerne directement la situation socio-économique des paysans et les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Le système d'économie coopérative, prédominant dans l'agriculture, est conforme au caractère et au niveau des forces productives ainsi qu'au niveau de développement de la conscience des paysans sous le socialisme. Le système d'économie coopérative agricole, faisant preuve de son immense supériorité, stimule puissamment le développement des forces productives. Pour développer rapidement l'économie rurale socialiste, il faut mobiliser et utiliser au maximum les potentialités et les possibilités du système d'économie coopérative.

Toutefois, cela ne signifie nullement que, sous le socialisme, le système d'économie coopérative agricole reste immuable. La propriété coopérative, elle aussi, se développe et se modifie. Il faut développer et perfectionner encore davantage la propriété coopérative au fur et à mesure du renforcement des bases matérielles et techniques de l'économie rurale et de l'élévation du niveau culturel et du niveau de conscience idéologique des paysans.

En même temps, les problèmes des rapports entre la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative, des liens entre l'industrie et l'agriculture doivent être correctement résolus. A cet égard, le plus important est de combiner organiquement les deux formes de propriété, dans le sens d'un renforcement des liens directs de production entre l'industrie et l'agriculture et d'une élévation constante du rôle dirigeant

de la propriété du peuple tout entier sur la propriété coopérative.

A cette fin, il faut renforcer les entreprises d'Etat qui sont directement au service de l'économie rurale: stations de machines agricoles, services d'irrigation, fermes à semences et centres de traitement des semences, fermes expérimentales, centres d'élevage de reproducteurs, centres vétérinaires et antiépizootiques, etc. Et il faut faire participer activement ces entreprises à la production agricole de l'économie coopérative. Ces entreprises d'Etat doivent être consolidées sur le plan tant matériel que technique et être gérées de manière exemplaire; leur rôle dans le développement de l'économie coopérative agricole doit augmenter constamment. Au fur et à mesure du développement de l'industrie, ces entreprises d'Etat doivent s'étendre et se renforcer constamment afin que les moyens matériels et techniques modernes, qui font partie de la propriété du peuple tout entier, occupent graduellement une place prédominante dans la production agricole.

Ce n'est qu'en combinant ainsi étroitement la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative qu'il est possible de renforcer l'influence politique et idéologique de la classe ouvrière sur la paysannerie, d'introduire mieux encore au sein de l'économie rurale les machines et la technique de l'industrie, ses méthodes avancées de gestion et son hygiène dans le travail productif, et de réaliser efficacement le soutien des villes aux campagnes. Il est possible seulement ainsi de consolider et de développer la propriété coopérative, de la rapprocher toujours davantage de la propriété du peuple tout entier, de faciliter et d'accélérer le processus de conversion graduelle de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier. C'est là qu'il faut voir la voie menant à l'accroissement du rôle dirigeant de la classe ouvrière, à la consolidation

continue de l'alliance des ouvriers et des paysans et à l'accélération de l'édification du socialisme et du communisme.

Si l'on allait dans le sens de l'affaiblissement du rôle dirigeant de la propriété du peuple tout entier sur la propriété coopérative et dans le sens de la séparation des deux formes de propriété, cela affaiblirait l'influence politique et idéologique de la classe ouvrière sur la paysannerie; cela empêcherait de mieux introduire dans l'économie rurale les machines et la technique de l'industrie, ses méthodes avancées de gestion et son hygiène dans le travail productif, et entraverait le soutien des villes aux campagnes. S'il en était ainsi, le système socialiste d'économie rurale ne pourrait être consolidé et développé et la conversion graduelle de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier ne pourrait pas non plus s'effectuer sans accroc. En dernière analyse, cela mènerait à la diminution du rôle dirigeant de la classe ouvrière, à l'affaiblissement de l'alliance des ouvriers et des paysans et à la création d'obstacles à l'édification du socialisme et du communisme.

A l'inverse, il ne faut pas non plus se précipiter pour convertir la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier, sans tenir compte des conditions et des possibilités réelles. Si l'on transforme la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier, alors que les fondements matériels et techniques de l'économie rurale sont encore faibles, que de grandes différences existent toujours entre le travail industriel et le travail agricole et que la paysannerie demeure en retard sur la classe ouvrière quant au niveau de conscience idéologique et au niveau culturel, on aura plutôt pour résultat un retard dans le développement de la campagne socialiste et dans l'édification du socialisme dans son ensemble.

Tout en élevant constamment le rôle dirigeant de la propriété du peuple tout entier sur la propriété coopérative, nous ne devons pas manquer de combiner organiquement les deux formes de propriété et, par là, de consolider et de développer le système socialiste d'économie rurale et de rapprocher davantage la propriété coopérative de celle du peuple tout entier. Ainsi, en créant des conditions et des possibilités réelles, nous devons convertir progressivement la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier.

## II. LES TACHES FONDAMENTALES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE DES CAMPAGNES

Dans la solution de la question rurale, notre Parti a toujours adhéré fermement aux principes marxistes-léninistes et les a appliqués de manière créatrice à la réalité de notre pays. A mesure que la coopérativisation agricole se réalisait, nous avons donné une puissante impulsion aux révolutions technique, culturelle et idéologique et nous avons intensifié le soutien aux campagnes et amélioré la direction et la gestion de l'économie rurale. Aussi de grands succès ont-ils déjà été enregistrés dans l'édification socialiste des campagnes.

Dans notre pays la production agricole s'est accrue constamment à un rythme rapide. Nos fermes coopératives ont été consolidées encore davantage tant politiquement qu'économiquement. Le niveau de vie matériel et culturel des paysans s'est élevé rapidement et leur enthousiasme politique ainsi que leur ardeur au travail ne cessent d'augmenter.

L'aspect des campagnes a changé et les différences entre la ville et la campagne diminuent progressivement.

La réalité témoigne de manière éloquente de la supériorité de notre système socialiste d'économie rurale et de la justesse de la politique rurale de notre Parti.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une tâche immense: développer l'économie rurale pour la porter à un niveau plus élevé et édifier de manière encore plus attrayante nos campagnes socialistes.

Nous devons continuer à appliquer la politique rurale du Parti jusqu'au bout, et par là, consolider et développer les succès déjà obtenus dans les campagnes, faire pleinement valoir la supériorité du système socialiste d'économie rurale et accélérer davantage la construction socialiste des campagnes et l'édification du socialisme dans son ensemble.

## 1. LA REVOLUTION TECHNIQUE DANS LES CAMPAGNES

La révolution technique dans les campagnes est une tâche révolutionnaire importante destinée à doter l'économie rurale de machines et de techniques modernes et à y introduire sur une large échelle les résultats des sciences agronomiques, afin de porter les forces productives de l'agriculture à un stade élevé, de rendre la vie plus large aux paysans et de les libérer des travaux pénibles.

Tout en effectuant la coopérativisation dans les campagnes, notre Parti n'a pas tardé à s'y engager dans la réalisation de la révolution technique. Nous avons défini l'irrigation, la mécanisation, l'électrification et la chimisation comme tâches

essentielles de la révolution technique dans les campagnes et nous y avons consacré de grands efforts.

L'irrigation occupe une place très importante dans la révolution technique à la campagne. A la différence de l'industrie, l'agriculture dépend, dans une grande mesure, des conditions géographiques naturelles, en particulier des conditions climatiques. Il est du devoir des communistes d'implanter de solides bases de production, qui ne soient pas affectées par des aléas climatiques ou d'autres facteurs dus au hasard, et de garantir au peuple des conditions de vie stables en domestiquant et en transformant la nature. L'introduction de l'irrigation est une garantie fondamentale de prévention des dommages éventuels causés par les inondations et la sécheresse, d'obtention de récoltes abondantes et stables et d'assurance d'un accroissement constant de la production agricole.

L'irrigation revêt une importance particulière dans l'économie rurale de notre pays, en grande partie rizicole, qui subit presque chaque année de graves dégâts causés par les inondations et la sécheresse.

Dès le lendemain de la Libération, notre Parti a consacré ses efforts à l'irrigation. En particulier, au fur et à mesure de l'accomplissement de la coopérativisation agricole, il a conduit énergiquement des travaux d'installation des services d'irrigation et d'aménagement des montagnes et des cours d'eau grâce à une campagne lancée par l'Etat et le peuple tout entiers. Nous avons déjà résolu l'essentiel dans l'irrigation et implanté les bases solides d'une production agricole préservée de mauvaises récoltes.

Notre tâche future est de consolider et d'étendre les succès déjà enregistrés dans l'irrigation de sorte que des récoltes abondantes soient toujours assurées en dépit de sécheresse et d'inondations, si importantes soient-elles. A ce sujet, la

question primordiale à résoudre est de porter la surface des rizières à 700 000 *hectares* dans un délai de deux ou trois ans pour augmenter la production de paddy et accroître la récolte globale de céréales.

Les travaux d'irrigation de grande envergure, actuellement en cours, doivent être achevés au plus tôt et un nombre beaucoup plus important de nouveaux travaux de ce genre doit être entrepris. Les ouvrages d'irrigation existants doivent être réaménagés et renforcés en vue d'une utilisation plus efficace. Les travaux d'aménagement des montagnes et des cours d'eau et, en particulier, les travaux de régularisation des petites et moyennes rivières doivent toujours être énergiquement menés à bien.

Afin d'augmenter la productivité du travail dans l'agriculture et de faciliter le travail aux paysans, il faut obligatoirement réaliser la mécanisation.

Une des tâches historiques glorieuses qui nous reviennent, à nous autres communistes, est de délivrer des travaux pénibles les paysans qui ont souffert de corvées de toutes sortes depuis des millénaires avec un outillage aratoire arriéré. Grâce à une puissante impulsion donnée à la mécanisation de l'économie rurale, on devra rapidement accroître la productivité du travail agricole, soulager en même temps les paysans de leurs durs travaux et leur permettre de disposer d'assez de temps non seulement pour se reposer, mais encore pour étudier et avoir une vie culturelle.

Aujourd'hui, notre pays en est au stade de la généralisation de la mécanisation de l'agriculture. Notre tâche consiste à mécaniser tous les travaux agricoles, du labourage à la moisson et au battage, et à effectuer une mécanisation d'ensemble de l'agriculture. Les efforts doivent être concentrés tout d'abord sur la mécanisation des travaux les plus durs

et les plus coûteux en main-d'œuvre, tels que le labourage, le sarclage et les transports. Aussi ce problème doit-il être résolu au cours de toutes prochaines années.

Pour la mécanisation de l'agriculture, le nombre des tracteurs doit être porté dans l'avenir à 70 000-80 000 (calculés en unités de 15 CV), celui des camions à 30 000-35 000, et celui d'autres machines agricoles doit être accru de façon considérable.

L'économie rurale de notre pays comporte une série de traits spécifiques aussi bien pour ce qui est de ses conditions géographiques naturelles qu'en ce qui concerne l'ensemble des plantes qu'on y cultive et son système de culture. Des machines agricoles d'un type nouveau, conformes aux traits spécifiques de notre agriculture, doivent être inventées et fabriquées en grande série. En même temps, les terres doivent être aménagées et le système de culture amélioré afin de créer des conditions favorables à la mécanisation.

L'électrification joue un rôle important dans la révolution technique et la révolution culturelle à la campagne. Sans l'électrification des campagnes, il est impossible de réaliser avec succès l'irrigation et la mécanisation, ni de s'attendre à la construction des villages modernes.

Dans notre pays, 93,3 % du total des communes rurales et 71 % du total des foyers paysans bénéficient déjà de l'électricité.

La ligne de conduite de notre Parti en matière d'électrification du pays consiste à mener de front la construction de grandes centrales hydro-électriques et celle de grandes centrales thermiques et, en même temps, à construire un grand nombre de petites et moyennes centrales dans toutes les régions du pays.

Cette ligne de conduite doit être constamment appliquée

de sorte que tous les villages et tous les foyers paysans soient alimentés en courant dans les prochaines années. L'énergie électrique doit être efficacement utilisée dans l'économie rurale, et tous les travaux sédentaires comme le battage, le pompage de l'eau, le broyage et le hachage du fourrage doivent se faire électriquement. Il faut veiller à ce que chaque foyer paysan puisse écouter la radio ou la retransmission par fil des émissions radiophoniques et faire un large usage d'appareils électriques variés.

La chimisation est un moyen important d'accroître le rendement par unité de surface. L'application de la chimie à l'économie rurale permet d'améliorer les sols, d'augmenter la fertilité des terres, de promouvoir la croissance et la fructification des plantes cultivées et d'éliminer les maladies, les insectes nuisibles et les mauvaises herbes.

A la suite du rapide développement de l'industrie chimique dans notre pays, la quantité des engrais chimiques épandus sur chaque *hectare* de terre a atteint 300 kg en 1963, et la gamme des variétés d'engrais s'est améliorée. La quantité des produits phytosanitaires fournis aux campagnes a également augmenté de manière considérable.

La tâche à accomplir dans la chimisation est d'assurer suffisamment d'engrais chimiques variés et appropriés aux sols et aux plantes cultivées de notre pays, et d'accroître de façon considérable la fourniture de divers insecticides et herbicides.

La quantité des engrais chimiques épandus sur chaque *hectare* de terre doit s'élever à 500 kg dans les toutes prochaines années, et plus tard, au niveau de plus d'une tonne. Il faut établir un système scientifique de fumure afin d'utiliser les engrais chimiques le plus efficacement possible.

L'irrigation, la mécanisation, l'électrification et la chimi-

sation sont les quatre composantes fondamentales de la révolution technique dans les campagnes. Il est impossible d'accroître constamment la récolte dans l'agriculture, si l'on néglige l'irrigation et la chimisation en ne mettant l'accent que sur la mécanisation et l'électrification. Si, à l'inverse, les efforts sont consacrés seulement à l'irrigation et à la chimisation, sans qu'on réalise la mécanisation ni l'électrification, il n'est pas possible non plus d'augmenter la productivité du travail ni de soulager les paysans des travaux pénibles.

Il peut y avoir un ordre de priorité en fonction du niveau de développement de l'industrie et des conditions concrètes prévalant dans les campagnes, mais il faut accomplir sans défaillance les quatre tâches fondamentales de la révolution technique dans les campagnes—irrigation, mécanisation, électrification et chimisation— pour implanter des bases matérielles et techniques vraiment solides pour l'économie rurale socialiste.

Tout en instaurant l'irrigation, la mécanisation, l'électrification et la chimisation, nous devons introduire sur une grande échelle les acquisitions de la science agronomique ainsi que les techniques agricoles avancées et développer encore les méthodes de culture intensives.

Introduire la culture intensive dans l'économie rurale, c'est la ligne de conduite fondamentale de notre Parti dans ce domaine. La culture intensive, fondée sur la science et la technique modernes, est le mode cultural le plus avancé; elle constitue la base d'un rendement élevé dans l'agriculture.

Il faut augmenter considérablement les récoltes par unité de surface en mettant à profit et en développant encore la riche expérience que nous avons déjà acquise dans l'application de méthodes agricoles intensives. Les terres doivent être aménagées et amendées; le système de deux cultures annuelles

doit être introduit partout où cela est possible; la culture entre sillons, la culture associée, etc. doivent être appliquées sur une plus large échelle. Les semences doivent être améliorées par l'intensification de leur culture; les fumiers doivent être épandus en plus grande quantité; tous les travaux aratoires doivent être exécutés à temps et à un haut niveau qualitatif; les rizières et les autres champs doivent être soigneusement travaillés.

La production agricole doit être sans cesse accrue sur la base de la réalisation de la révolution technique dans les campagnes.

Ce qui est le plus important dans la production agricole, c'est la production des céréales. Ce n'est qu'en résolvant le problème céréalier qu'on peut ravitailler abondamment la population en aliments et développer rapidement les autres branches de l'économie rurale. En concentrant nos efforts sur la production céréalière, nous sommes déjà parvenus à nous suffire à nous-mêmes en denrées alimentaires.

La tâche immédiate dans la production céréalière est d'augmenter la production de paddy et d'accroître d'une manière sensible la production globale de céréales afin de permettre au peuple tout entier de se nourrir de riz, et d'implanter de solides bases pour développer davantage les autres branches de l'économie rurale, dont l'élevage.

Il nous faut rapidement développer toutes les branches de l'économie rurale, y compris la culture des plantes industrielles, l'élevage, l'arboriculture fruitière et la sériciculture, tout en mettant principalement l'accent sur la production des céréales.

En accomplissant la révolution technique dans les campagnes, nous développerons les forces productives de l'agriculture pour les porter à un niveau élevé, nous transformerons

notre campagne socialiste en une solide base de ravitaillement en denrées alimentaires et en matières premières et nous rendrons la vie de nos paysans plus aisée et plus heureuse. En faisant vigoureusement progresser la révolution technique dans les campagnes, nous faciliterons les travaux des paysans et nous y appliquerons également et pour l'essentiel la journée de huit heures, et voire même nous arriverons à éliminer graduellement les différences entre le travail industriel et le travail agricole.

## 2. LA REVOLUTION CULTURELLE DANS LES CAMPAGNES

La révolution culturelle dans les campagnes est une tâche révolutionnaire importante visant à élever le niveau culturel et technique des paysans, à former les cadres techniques ruraux, à transformer les aspects surannés de la campagne, à liquider le mode de vie et les usages arriérés dans tous les domaines et à y aporter la culture et l'hygiène dans la vie quotidienne.

L'essentiel de la révolution culturelle à la campagne, c'est d'élever le niveau de connaissances générales et le niveau technique des paysans. Sans cela, la révolution technique ne peut y être accomplie et l'éducation idéologique des paysans ne peut être menée avec succès.

Dans notre pays, le système d'enseignement primaire obligatoire est en vigueur depuis 1956; le système d'enseignement secondaire obligatoire l'est depuis 1958. Il s'ensuit que non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes, la jeune génération peut acquérir des connaissances générales au cours d'une scolarité de sept ans. Un grand nombre d'écoles techniques ayant été instituées un peu partout dans

les campagnes, de nombreux jeunes et enfants ruraux reçoivent une instruction technique.

Le problème consiste maintenant à donner un enseignement technique à toute la jeune génération. Cette question doit être complètement résolue dans un proche avenir par la mise en vigueur d'une instruction technique obligatoire d'une durée de 9 à 10 ans.

L'éducation des adultes doit être constamment et énergiquement développée dans les campagnes, afin que chaque paysan puisse acquérir au moins les connaissances générales d'un diplômé de l'école secondaire du premier cycle et posséder les connaissances techniques nécessaires à l'agriculture.

Le développement rapide de l'économie rurale basée sur les machines et les techniques modernes exige la présence de cadres techniques ruraux de plus en plus nombreux.

Il faut veiller à ce que d'ici quelques années, au moins cinq ingénieurs soient affectés à chaque ferme coopérative et deux sous-ingénieurs ou ingénieurs à chaque équipe de travail. Dans ce but, il faut former parmi les jeunes ruraux un grand nombre de techniciens et de spécialistes pour les diverses branches de l'agriculture, par le canal des universités et des écoles techniques supérieures. Les rangs des cadres techniques ruraux doivent être rapidement multipliés tandis que leur composition qualitative doit être constamment améliorée.

L'une des tâches importantes de la révolution culturelle est de développer le travail de la santé publique dans les campagnes et d'améliorer encore les conditions de vie culturelle des paysans.

Un grand changement a eu lieu dans la vie culturelle de ceux-ci après la réalisation de la coopérativisation agricole. Des cliniques ont été installées dans toutes les communes

rurales et le système des soins médicaux gratuits est institué pour les paysans comme pour les ouvriers et les employés. Différentes endémies et épidémies sont en voie de disparition. Dans toutes les communes rurales, des crèches et des jardins d'enfants sont installés et entretenus aux frais de la communauté. Un grand nombre de maisons d'habitation modernes, d'établissements culturels et d'établissements d'utilité publique ont été construits dans les campagnes. Différentes publications y sont très largement diffusées et les paysans, qui sont très nombreux, participent aux activités littéraires et artistiques de masse. Nos campagnes qui, autrefois, croupissaient dans le marasme et la malpropreté, se transforment aujourd'hui en des campagnes nouvelles, animées, propres et où il fait bon vivre.

L'édification d'une campagne socialiste moderne exige une lutte encore plus opiniâtre.

Les cliniques rurales doivent être agrandies et perfectionnées, et le service médical doit être encore amélioré pour les paysans.

Il faut améliorer les conditions de travail des femmes rurales et leur assurer toutes les possibilités de participer amplement à la vie active. On doit leur garantir complètement les congés payés de maternité avant et après l'accouchement. Les crèches et les jardins d'enfants déjà construits doivent être mieux équipés et mieux gérés de sorte que les femmes puissent s'engager dans la production sans aucun souci et que leurs enfants soient bien élevés.

Il faut continuer à donner une impulsion puissante à la construction des logements dans les campagnes afin que tous les paysans puissent vivre dans des maisons modernes, belles, coquettes et confortables. Les villages doivent être suffisamment pourvus de différents établissements culturels et d'éta-

blissements d'utilité publique afin d'assurer un meilleur confort aux paysans.

Un nombre plus important de journaux, de revues et de livres doivent être envoyés à la campagne, des clubs doivent être construits dans toutes les communes rurales et les activités culturelles de masse développées davantage parmi les agriculteurs.

Il faut éradiquer tout mode de vie périmé et tous les usages arriérés dans les campagnes et y organiser la vie soigneusement selon un niveau culturel élevé.

Nous devons éliminer peu à peu les différences entre les ouvriers et les paysans quant au niveau technique et culturel en réalisant parfaitement la révolution culturelle dans les campagnes; nous devons ainsi porter progressivement le niveau technique et culturel de tous les travailleurs à celui d'ingénieurs ou de sous-ingénieurs. Nous devons réduire de plus en plus et éliminer graduellement les différences entre la ville et la campagne dans les domaines de l'enseignement, de la santé publique, de l'habitat, des établissements culturels et des établissements d'utilité publique ainsi que dans tous les autres domaines de la vie culturelle.

## 3. LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE DANS LES CAMPAGNES

Faire la révolution idéologique dans les campagnes, c'est éliminer les survivances des idées périmées des paysans et armer ceux-ci des idées avancées de la classe ouvrière, des idées communistes.

Dès le début de la coopérativisation agricole, notre Parti a procédé énergiquement à l'éducation communiste des pay-

sans dont le contenu essentiel est l'éducation de classe. Aussi la mentalité des paysans s'est-elle beaucoup améliorée et un grand changement s'est-il produit dans leur conscience idéologique.

A l'heure actuelle, nos paysans sont fermement unis autour du Parti du Travail et luttent de toute leur énergie et de toute leur intelligence pour appliquer parfaitement sa politique. Ils tiennent infiniment à leurs conquêtes socialistes et sont fermement déterminés à les défendre, à les consolider et à les développer davantage. Les nobles aspects de la morale communiste consistant à s'entraider, à s'encourager, à aimer la collectivité et à servir les intérêts communs, se manifestent de plus en plus parmi les paysans. L'enthousiasme des paysans au travail et leur esprit créateur sont portés à un haut niveau. Le mouvement des équipes de travail Tcheullima, qui constitue une grande école du communisme, s'étend et se développe rapidement dans les régions rurales.

Tous ces faits démontrent que la révolution idéologique pénètre profondément dans les masses paysannes et qu'à travers cette révolution, les paysans sont éduqués et rééduqués en hommes d'un type nouveau. C'est là un gage important de toutes nos victoires et de toutes nos réalisations dans les campagnes.

Il faut s'en tenir toujours fermement, dans le travail rural, au principe consistant à donner la priorité à la révolution idéologique et mener plus énergiquement encore l'éducation communiste des paysans.

L'essentiel de l'éducation communiste est l'éducation de classe. Il faut armer les paysans de la haine envers l'impérialisme, envers la classe des propriétaires fonciers et celle des capitalistes; il faut les éduquer de manière à ce qu'ils luttent pour la défense et le développement du système socialiste et

contre celui de l'exploitation. Il faut armer solidement les paysans de l'esprit révolutionnaire inébranlable de la classe ouvrière, des sentiments ardents consistant à aimer leur région d'origine et leur patrie socialiste, ainsi que des idées de l'internationalisme prolétarien.

L'un des problèmes les plus importants dans l'éducation communiste des paysans est de déraciner l'égoïsme individuel et la mentalité des petits propriétaires, —idées qui persistent encore chez eux— et de les armer des idées du collectivisme. L'égoïsme qui subsiste chez les paysans est une idéologie profondément enracinée, qui s'est transmise de génération en génération à travers les siècles. Il faut continuer à mener une lutte opiniâtre pour inculquer aux paysans l'esprit qui consiste à s'opposer à cet amour de soi-même, à respecter les biens communautaires et à s'attacher à la collectivité et à l'organisation. Il faut veiller à ce que tous nos paysans travaillent, apprennent et vivent dans les idées du collectivisme communiste: «Un pour tous, tous pour un».

Il est important d'armer plus fermement encore les paysans de l'esprit d'amour pour le travail. Il faut faire en sorte qu'ils l'aiment et le considèrent comme la chose la plus honorable, qu'ils considèrent comme une honte de vivre dans l'oisiveté et qu'ils détestent et rejettent un tel comportement en le jugeant comme issu des idées des classes exploiteuses. Il faut faire en sorte que tous les paysans fassent preuve d'un enthousiasme conscient et de dévouement dans leur travail et qu'ils participent plus sincèrement encore aux travaux communs dans l'intérêt de la collectivité et de la société.

Il faut leur inculquer l'esprit qui consiste à s'opposer à tout ce qui est périmé, à aspirer à la nouveauté, à aimer l'avenir; il faut également les armer de l'optimisme révolutionnaire. Il faut combattre l'esprit de clan et le népotisme qui subsistent

chez eux, ainsi que la passivité et le conservatisme qui peuvent se manifester encore souvent dans leurs rangs. Il faut faire en sorte que nos paysans continuent à avancer et à innover avec espoir, et avec une aspiration ardente à un avenir encore plus resplendissant, avec une ferme conviction en la victoire.

L'éducation communiste des paysans doit être nécessairement menée en liaison étroite avec l'éducation dans la politique du Parti et l'éducation dans les traditions révolutionnaires.

Sous le socialisme, la principale méthode d'éducation des masses est d'influencer les gens par des exemples positifs. Notre expérience a démontré que cette méthode est la plus efficace pour éduquer les masses. Il faut éduquer et rééduquer les paysans en hommes d'un type nouveau en les influençant par la large diffusion d'exemples positifs, par une assistance sincère et par une persuasion patiente.

L'éducation communiste des travailleurs doit être principalement menée à travers leurs activités pratiques et leurs travaux collectifs, en prenant pour points d'appui les lieux de production. En étendant et en approfondissant constamment le mouvement des équipes de travail Tcheullima dans les campagnes, il faut développer davantage le mouvement d'innovation collective des paysans dans la production et perfectionner le travail consistant à les éduquer et à les rééduquer dans l'idéologie communiste.

En élevant constamment le niveau d'éveil politique et de conscience des paysans, nous ferons pleinement valoir la supériorité du système socialiste d'économie rurale et nous développerons plus rapidement encore la production et la technique agricoles ainsi que les activités culturelles dans les campagnes. Nous y effectuerons toujours plus vigoureusement la révolution idéologique de manière à armer les paysans

des idées de la classe ouvrière et à éliminer graduellement les différences entre les ouvriers et les paysans en ce qui concerne le niveau de conscience idéologique.

## 4. LE SOUTIEN AUX CAMPAGNES

La direction de la paysannerie par la classe ouvrière, l'aide que celle-ci lui accorde et le soutien des villes aux campagnes constituent une des conditions fondamentales à réunir pour renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, pour assurer le développement équilibré de l'industrie et de l'agriculture, pour consolider le socialisme à la campagne comme dans les villes et les cités ouvrières et pour éliminer progressivement les différences entre la ville et la campagne.

Notre Parti a accordé son soutien actif à la campagne depuis la réforme agraire effectuée immédiatement après la Libération et en particulier, depuis la coopérativisation agricole, il a renforcé de façon considérable son soutien aux campagnes dans tous les domaines.

La coopérativisation socialiste des exploitations paysannes individuelles dans notre pays a été réalisée avec succès sous la direction du Parti et de la classe ouvrière et avec le puissant soutien de l'industrie socialiste d'Etat. Nos fermes coopératives se sont rapidement consolidées politiquement et économiquement, grâce à la juste direction du Parti et à l'immense aide matérielle et technique fournie par l'Etat, au soutien du peuple tout entier et au combat dévoué des paysans coopérateurs qui ont été ainsi considérablement encouragés.

Tout en intensifiant constamment sa direction politique dans les campagnes notre Parti a fait tous ses efforts pour leur accorder une aide matérielle, technique et financière.

L'aide matérielle et technique accordée par l'Etat aux campagnes a atteint une ampleur considérable. Pendant 5 ans, de 1959 à 1963, 15,8 % du total des investissements d'Etat faits dans l'économie nationale pour les grands travaux de construction, ont été affectés au développement de l'économie rurale et à la réalisation de l'édification culturelle dans les campagnes. Par ailleurs, l'Etat a prêté des fonds très importants aux fermes coopératives et les a même exemptées d'en rembourser la plus grande partie. Grâce à ces investissements consentis par l'Etat pour les grands travaux de construction et grâce à l'aide financière accordée, d'immenses travaux d'irrigation et d'aménagement des montagnes et des cours d'eau ont pu être effectués; la mécanisation, l'électrification et la chimisation de l'économie rurale ont été accélérées; l'édification culturelle dans les campagnes a été accomplie sur une large échelle.

Chaque année, notre industrie a produit et fourni aux campagnes toujours plus de machines agricoles, d'engrais chimiques, de produits phytosanitaires, de matériaux de construction et d'articles de consommation variés. Pour la main-d'œuvre également, nous avons accordé une aide énorme aux campagnes.

L'Etat a pris toute une série de mesures pour accroître les revenus des paysans et améliorer leur niveau de vie: réduction ou exonération de l'impôt agricole en nature, élévation des prix d'achat des plantes industrielles, abaissement du prix des travaux des machines agricoles, ainsi que des frais d'utilisation des eaux d'irrigation et du prix de l'outillage agricole, fourniture gratuite de vêtements aux enfants de la campagne, etc.

Un soutien de cette ampleur accordé aux campagnes a joué un rôle décisif dans le développement rapide de l'écono-

mie rurale, dans la consolidation des fermes coopératives et dans l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel des paysans.

Les immenses tâches qui se présentent aujourd'hui devant l'économie rurale et les intérêts de l'édification socialiste dans leur ensemble exigent le renforcement continu du soutien aux campagnes. L'industrie socialiste ayant déjà été établie sur des bases solides, il est devenu parfaitement possible d'accorder une aide encore plus importante aux campagnes et c'est ce que nous devons faire.

Il faut accroître les investissements de l'Etat dans les campagnes et renforcer davantage l'assistance matérielle et technique à leur égard. Les secteurs industriels qui desservent l'économie rurale doivent être plus rapidement développés de sorte qu'ils puissent livrer aux campagnes beaucoup plus de machines agricoles modernes, d'engrais chimiques, de matériaux de construction, etc. Un plus grand nombre de techniciens et de spécialistes de différentes branches doivent être formés aux frais de l'Etat et affectés aux campagnes.

Dans notre pays, l'agriculture est devenue hautement intensive et la mécanisation de l'économie rurale demande beaucoup de temps. La main-d'œuvre de nos campagnes est encore constituée pour la plupart de vieillards et de femmes. Elle doit être complétée par des jeunes et des adultes et l'aide sociale en main-d'œuvre doit être accordée aux campagnes d'une manière plus planifiée et plus efficace.

Il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer le niveau de vie des paysans. Leur fardeau doit être systématiquement allégé et leur revenu accru. Une plus grande quantité de diverses marchandises industrielles doit leur être fournie et une aide active doit être également accordée aux campagnes pour le développement de

l'enseignement, de la culture et de la santé publique.

Nos positions rurales doivent être encore consolidées du point de vue politique, idéologique et de classe, par l'envoi dans les campagnes d'un plus grand nombre d'ouvriers et de soldats démobilisés, en y établissant des familles de martyrs de la révolution et des familles de personnes tuées par l'ennemi et en grossissant toujours les rangs des éléments-pivots.

Toutes les structures du Parti, tous les organismes de l'Etat et toutes les organisations sociales ainsi que leurs fonctionnaires doivent s'intéresser profondément au travail en milieu rural et accorder une aide plus importante aux campagnes.

En aidant celles-ci d'une manière plus énergique dans tous les domaines, politique, économique et culturel, nous élèverons le rôle dirigeant de la classe ouvrière, nous renforcerons l'alliance des ouvriers et des paysans, assurerons le développement équilibré de l'industrie et de l'agriculture, accélérerons le développement de l'économie nationale dans son ensemble, consoliderons le socialisme aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les rendant ainsi plus prospères. Nous continuerons à renforcer notre soutien aux campagnes de sorte que le fardeau des fermes coopératives et des paysans soit systématiquement allégé et qu'à l'avenir, ces derniers soient, comme les ouvriers, assurés par l'Etat et par l'ensemble de la société de toutes les conditions nécessaires à la production et au bien-être.

## 5. LA DIRECTION DES FERMES COOPERATIVES PAR L'ETAT

Le système et les méthodes de direction de l'Etat dans le

domaine de l'économie coopérative agricole sont d'une importance décisive pour l'amélioration de la gestion de cette dernière et pour le renforcement des liens entre la propriété du peuple tout entier et la propriété coopérative.

Dès les premiers jours de la coopérativisation agricole, notre Parti a accordé une attention sérieuse à l'amélioration et au renforcement de la direction de l'Etat à l'égard des fermes coopératives et a réformé à temps le système et les méthodes de direction en fonction du changement des circonstances et des conditions.

La diffusion de l'esprit et de la méthode de Tcheungsanri, — qui incarnent la ligne de masse du Parti appliquée à la réalité de l'édification socialiste, ligne de masse qui est la méthode de travail révolutionnaire traditionnelle de notre Parti, — a conduit à un changement dans le travail de tous nos organes du Parti et de l'Etat et à une réorganisation du travail de direction dans les campagnes conformément aux circonstances nouvelles intervenues par suite de leur coopérativisation. En particulier, en diffusant la méthode de Tcheungsanri, le Parti a incité les fonctionnaires des comités populaires d'arrondissement, qui assumaient les fonctions de direction immédiate des fermes coopératives, à se rendre sur les lieux de production pour renforcer le travail à l'égard de l'homme, organiser eux-mêmes tous les travaux des fermes et accorder à celles-ci une aide concrète. Cela a joué un grand rôle dans le renforcement de la direction de l'Etat à l'égard des fermes coopératives.

Toutefois, l'évolution rapide de la conjoncture dans les campagnes a exigé une direction nouvelle et d'un niveau plus élevé en ce qui concerne l'économie rurale. La taille des fermes coopératives s'est agrandie, la technique agricole s'est encore développée; l'aide matérielle et technique de l'Etat à l'égard

des campagnes a rapidement augmenté. Le niveau technique et culturel des paysans ainsi que leur niveau de conscience idéologique se sont élevés. Le travail rural a gagné en ampleur et est devenu beaucoup plus complexe, tandis que l'économie rurale a dû faire face à des tâches plus grandes. Les comités populaires d'arrondissement, en tant qu'organes administratifs, se sont avérés incapables de diriger l'économie rurale d'une façon satisfaisante.

Aussi notre Parti a-t-il organisé, au début de 1962, les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives et les comités de province d'économie rurale, en même temps qu'il a réorganisé le ministère de l'Agriculture en Comité de l'agriculture. L'établissement des comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives et des comités de province d'économie rurale fut une mesure faisant date dans la réorganisation radicale du système de direction de l'agriculture, réorganisation conforme aux modifications intervenues dans la réalité des campagnes; ce fut la décision la mieux appropriée à satisfaire les exigences pressantes du développement de l'économie rurale. Ce fut une action créatrice reliant les principes du marxisme-léninisme à la réalité de notre pays.

Ce sont les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives qui jouent le rôle le plus important dans le nouveau système de direction de l'agriculture établi dans notre pays.

Ces comités exercent un contrôle unifié sur les techniciens agronomes et les entreprises d'Etat au service de l'économie rurale, telles que les stations de machines agricoles, les usines d'outillage agricole et les services d'irrigation; ils organisent directement et dirigent sur place les activités de gestion des fermes coopératives. Ces comités sont des organes spécialisés

dans la direction de l'agriculture; ils unifient les fonctions de direction immédiate des fermes coopératives et les fonctions d'application directe de l'aide matérielle et technique de l'Etat à l'économie coopérative.

Ces comités ont une grande supériorité.

Ils sont en mesure de diriger plus efficacement encore l'économie rurale et, notamment, de renforcer davantage la direction technique dans la production agricole, non par des méthodes administratives comme dans le passé, mais par des méthodes industrielles. A la suite de l'établissement de ces comités, non seulement la gestion de chaque ferme coopérative s'est améliorée, mais également les liens entre les fermes coopératives dans l'arrondissement se sont resserrés.

Les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives relient organiquement la propriété du peuple tout entier à la propriété coopérative et renforcent les liens de production entre l'industrie et l'agriculture. Avec l'organisation de ces comités, la forme de propriété du peuple tout entier a pu pénétrer plus largement et plus profondément encore au sein de celle de propriété coopérative, tandis que l'influence de la classe ouvrière sur la paysannerie s'est encore renforcée dans tous les domaines: technique, culturel et idéologique. L'établissement de ces comités a permis à l'industrie socialiste d'Etat de renforcer son aide matérielle et technique à l'économie coopérative agricole, et il a permis aux fermes coopératives d'utiliser plus efficacement cette aide. Tout cela accroît le rôle dirigeant de la classe ouvrière, renforce l'alliance des ouvriers et des paysans, élève le rôle dirigeant de la propriété du peuple tout entier et rapproche constamment de cette dernière la propriété coopérative.

Notre tâche est de diriger habilement l'économie rurale et

d'accorder une aide plus efficace aux fermes coopératives, en nous appuyant sur les avantages des comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives.

Entre autres, ce qui est important, c'est d'améliorer de manière sensible les méthodes de travail des fonctionnaires de ces comités. Ces fonctionnaires doivent abandonner complètement les anciennes méthodes administratives de travail; ils doivent diriger, sans faillir, les fermes coopératives par des méthodes industrielles conformément à la mission propre aux comités. Ils doivent organiser directement et aider concrètement toutes les activités de gestion dans les fermes coopératives, depuis l'élaboration des plans jusqu'à l'organisation de la production, l'utilisation des terres, des machines agricoles et des ouvrages d'irrigation, le développement de la technique, la fourniture des matériaux, la répartition et l'organisation de la main-d'œuvre, la distribution des produits, l'administration financière, etc.

Le plus important dans la direction assurée par des méthodes industrielles, c'est la direction technique de la production. La production agricole, comme la production industrielle, est un processus technique. Dans l'économie rurale, le rôle de la technique s'accroît toujours plus et le processus de production devient plus compliqué sur le plan technique. La culture de la terre est désormais impossible sans la technique et, si on l'ignore, on ne peut la diriger. Les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives doivent élever le niveau technique des fonctionnaires et mobiliser correctement les techniciens pour renforcer de manière décisive la direction technique de l'économie rurale et accélérer encore la révolution technique dans les campagnes.

L'essentiel de l'ensemble des tâches à accomplir est le travail envers l'homme. La production est une lutte des

hommes pour la conquête de la nature, et les maîtres de cette lutte, ce sont les hommes. Les maîtres en agriculture sont les paysans. Si l'on ne mobilise pas la force créatrice et le talent des paysans, on ne peut développer l'économie rurale. Si l'on n'agit pas sur les paysans, on ne peut connaître suffisamment bien la réalité de la campagne ni diriger correctement l'économie rurale. En s'appuyant fermement sur la méthode de Tcheungsanri, les fonctionnaires de ces comités doivent toujours se rendre sur les lieux de production, donner la priorité au travail envers l'homme, étudier à fond les conditions réelles qui prévalent et, sur cette base, assurer de façon satisfaisante la direction des fermes coopératives par des méthodes industrielles.

Les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives doivent veiller scrupuleusement à appliquer efficacement l'aide matérielle et technique de l'Etat à l'économie rurale. Tous les moyens matériels et techniques et tous les matériaux de l'Etat au service de la production agricole sont placés sous le contrôle direct de ces comités ou sont introduits dans les campagnes par leur intermédiaire. L'application efficace ou non de l'aide matérielle et technique de l'Etat à l'économie rurale dépend de manière décisive des activités de ces comités.

Les comités en question doivent saisir de façon concrète et intégrale la situation réelle de l'économie rurale dans leurs arrondissements, et utiliser, de la manière la plus rationnelle et conformément à cette situation, les équipements et les matériaux tels que les ouvrages d'irrigation, les machines agricoles, les engrais chimiques. Ils doivent exercer un contrôle unifié sur les entreprises d'Etat ainsi que sur les moyens techniques et les matériaux de l'Etat qui sont de leur ressort; ils doivent les gérer correctement de sorte que ceux-ci

desservent mieux l'économie rurale et apportent une aide plus importante aux fermes coopératives.

Ainsi ces comités doivent-ils transformer toutes les fermes coopératives de leur arrondissement en exploitations socialistes qui disposent de solides bases matérielles et techniques et qui sont développées sous tous leurs aspects et d'une haute rentabilité.

De même que dans le cas des comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives, on doit accroître le rôle et les fonctions des comités de province d'économie rurale et du Comité central de l'agriculture.

Les comités de province d'économie rurale doivent diriger le développement général de l'économie rurale de leur province en même temps qu'ils dirigent et aident eux-mêmes les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives, les fermes de culture et d'élevage d'Etat. En particulier, ils doivent fournir en quantité suffisante aux arrondissements les machines agricoles et les matériaux nécessaires à l'agriculture tels que les engrais et les produits phytosanitaires; ils doivent accorder une grande attention à leur direction technique telle que la répartition des cultures, la sélection des semences, l'établissement d'un système d'épandage des engrais, etc.

Le Comité central de l'agriculture, tout en dirigeant l'économie rurale dans son ensemble, doit principalement concentrer son attention sur l'étude des voies de développement de la technique agricole et sur les questions relatives aux perspectives de développement de l'économie rurale. Il doit organiser et diriger lui-même la recherche scientifique et la formation des cadres dans le domaine de l'agriculture ainsi que les grands travaux de transformation de la nature, et

veiller à ce qu'ils soient tous effectués avec le plus de succès possible.

Notre système national de direction de l'économie rurale est un système supérieur qui rapproche davantage la direction et la gestion de l'agriculture du niveau avancé de la gestion industrielle, qui relie organiquement la propriété du peuple tout entier à la propriété coopérative et qui combine correctement la solution des problèmes immédiats avec celle des problèmes à long terme, qui se posent pour le développement de l'économie rurale.

Le développement de l'économie rurale socialiste de notre pays sera extraordinairement accéléré, si tous nos organes de direction de l'agriculture, en particulier les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives, exercent pleinement leurs fonctions.

## III. LE ROLE ET LES TACHES DES ARRONDISSEMENTS DANS L'EDIFICATION SOCIALISTE DES CAMPAGNES

Le travail rural est l'un des plus complexes et des plus difficiles de l'édification socialiste. Sa complexité et sa difficulté tiennent au retard technique, culturel et idéologique des campagnes, à l'extrême diversité de la composition de la paysannerie, aux limites naturelles et saisonnières de l'économie rurale, etc. et, en particulier, à la dispersion des villages.

Le travail rural s'exerce à l'égard de villages éparpillés à travers tout le pays et en des lieux de travail dispersés sur de vastes étendues ainsi qu'en direction des paysans qui travail-

lent et vivent en petits groupes disséminés. Bien que cette dissémination des villages ait fortement diminué par suite de la coopérativisation de l'économie rurale, elle reste et restera aussi dans l'avenir une caractéristique importante des campagnes, qui les distinguera toujours des villes et des cités ouvrières, et un trait particulier de l'agriculture, qui la différenciera toujours de l'industrie. Tout le travail dans les campagnes doit toujours être organisé et exécuté en fonction de cette caractéristique et en conformité avec elle.

Pour diriger des éléments géographiquement aussi dispersés que les villages, la question importante est de définir dans chaque région une localité déterminée pour en faire une unité de direction unifiée et, en la prenant pour point d'appui, de diriger immédiatement tous les éléments se trouvant dans la région intéressée. Cette unité doit être d'une dimension convenable et ne doit comprendre une trop grande diversité de conditions géographiques, naturelles ou autres. Ce point d'appui doit disposer pour l'essentiel des cadres et des organes dirigeants capables de mener d'une façon unifiée et synthétique tout le travail de l'unité intéressée, ainsi que des moyens matériels, techniques et culturels.

Dans notre pays, l'arrondissement constitue l'unité locale et le point d'appui d'une direction sans intermédiaire, unifiée et synthétique dans le travail rural et dans toutes les affaires locales. Compte tenu de leur grandeur et du fait qu'ils possèdent pour l'essentiel les cadres, les organes dirigeants et les moyens matériels, techniques et culturels nécessaires, nos arrondissements sont les plus adéquats pour représenter de telles unités.

Les arrondissements occupent une place effectivement importante et jouent un grand rôle dans l'édification socialiste de notre pays.

L'arrondissement est l'unité terminale de direction du Parti et de l'administration: il dirige sans intermédiaire les villages et les cités ouvrières. Toute la politique du Parti et du Gouvernement est directement introduite dans les villages et les cités ouvrières par leur truchement. Leurs organes et leurs fonctionnaires se rendent dans les villages et les cités ouvrières, entrent en contact direct avec les travailleurs, organisent et exécutent directement tous les travaux sur les lieux de travail.

L'arrondissement est l'unité qui réalise la synthèse du développement économique et culturel des localités. Il sert d'unité pour le développement de l'industrie locale et il dirige lui-même celui de l'économie rurale. La construction des chefs-lieux d'arrondissement et des villages s'effectue également en prenant pour unité l'arrondissement. Le développement local du ravitaillement, de l'éducation, de la culture et de la santé publique se réalise aussi avec l'arrondissement pour centre.

Il est le point d'appui reliant la ville et la campagne dans tous les domaines: politique, économique et culturel. C'est par son intermédiaire que les paysans assimilent la politique du Parti, qu'ils établissent des liens productifs et économiques avec la classe ouvrière et qu'ils s'initient à la culture urbaine et au mode de vie citadin.

Le rôle considérable des arrondissements dans la construction socialiste tout entière démontre qu'ils tiennent une place très importante dans le développement des campagnes socialistes.

L'arrondissement est le point d'appui qui permet une réalisation plus rapide des révolutions technique, culturelle et idéologique dans les campagnes; il est le point d'appui qui permet de relier les villes et les campagnes et de réaliser le

soutien politique, économique et culturel des villes aux campagnes.

Partant des conditions concrètes du pays, notre Parti a défini ainsi la position et le rôle des arrondissements et a constamment amélioré et renforcé leur travail dans ce sens.

Le Parti a consolidé par un apport de cadres compétents ses comités d'arrondissement et les autres organes d'arrondissement et les a quotidiennement dirigés et aidés pour accroître leur rôle et leurs fonctions. Dans les arrondissements, des comités pour la direction des fermes coopératives et des comités de gestion de l'industrie locale ont été organisés, des usines de l'industrie locale ont été construites et de nombreux établissements culturels et établissements d'utilité publique, tels que des écoles, des hôpitaux, des bibliothèques et des cinémas, ont été bâtis.

En particulier, la Conférence conjointe de Tchangseung du personnel des organismes locaux du Parti et de l'économie, tenue en 1962, a fait le bilan des réalisations et des expériences accomplies dans le travail de l'arrondissement de Tchangseung et a défini clairement les tâches qui incombaient aux arrondissements, ce qui leur a permis de porter leur travail à une étape nouvelle, encore plus avancée.

La ligne de conduite de notre Parti visant à consolider les arrondissements et à accroître leur rôle apporte d'excellents résultats dans tous les domaines de l'édification socialiste.

Notre tâche est d'améliorer et de renforcer encore le travail des arrondissements pour accélérer le développement des campagnes socialistes et le progrès politique, économique et culturel des provinces dans leur ensemble.

Nous devons intensifier la direction de l'économie rurale par les comités d'arrondissement pour la direction des fermes coopératives et accroître en même temps le rôle des arrondis-

sements dans tous les domaines de l'édification socialiste des campagnes.

## 1. LE ROLE DE L'INDUSTRIE LOCALE DANS LES ARRONDISSEMENTS

Grâce à l'application fructueuse de la politique du Parti visant à développer parallèlement l'industrie centrale de grande importance et l'industrie locale de petite et moyenne importance dans la production des articles de grande consommation, l'industrie locale s'est rapidement développée dans notre pays. Plus de dix usines de l'industrie locale en moyenne, — fabrique de tissage ou de tricotage, fabrique de sauce de soja, fabrique de meubles, etc., — ont été construites dans chaque ville et dans chaque arrondissement et produisent différentes sortes d'articles de première nécessité.

Construire de nombreuses usines en province signifie rapprocher davantage l'industrie de l'agriculture. Cela revêt une grande importance dans le renforcement des liens entre l'industrie et l'agriculture, dans l'accélération de la construction socialiste des campagnes et dans l'élimination des différences entre la ville et la campagne.

Les usines de l'industrie locale établies dans les arrondissements de notre pays ont pour but essentiel de traiter entre autres les matières premières locales pour produire des biens de consommation. Elles créent des biens de consommation variés et les fournissent aux villages de leurs arrondissements ainsi qu'aux villes, contribuant ainsi largement à la satisfaction des besoins des travailleurs. Ces usines achètent et traitent en temps utile différents produits agricoles et différents produits provenant de travaux d'appoint, accroissant

ainsi les revenus des paysans et stimulant le développement de la production agricole et des travaux d'appoint dans les campagnes. Les usines de l'industrie locale jouent également un grand rôle dans la vulgarisation à la campagne des méthodes de gestion avancées des entreprises industrielles, d'assainissement du cadre de travail productif et d'introduction de la technique de l'industrie ainsi que dans l'exercice de l'influence politique et idéologique de la classe ouvrière sur la paysannerie.

En s'appuyant sur les bases déjà établies, tous les arrondissements doivent développer l'industrie locale pour la porter à un niveau plus élevé.

Les usines de l'industrie locale doivent transformer les ressources locales en matières premières en les mettant largement en valeur, et, en particulier, elles doivent consacrer leurs principaux efforts au traitement des produits agricoles et des produits des travaux d'appoint des paysans. Toutes les usines de l'industrie locale doivent servir de base à l'économie rurale et aux autres branches dans leurs arrondissements afin de diffuser des techniques nouvelles; elles doivent leur montrer l'exemple d'un assainissement du milieu de la production et d'une gestion industrielle avancée. Les usines de l'industrie locale doivent produire davantage d'articles variés d'excellente qualité, et elles doivent les fournir aux villages et à d'autres localités.

Ainsi, il faut veiller à accorder plus d'importance au rôle de l'industrie locale dans notre effort pour élever le niveau de vie des paysans, pour accélérer le développement de la production agricole et des travaux d'appoint dans les campagnes, et pour renforcer les liens entre l'industrie et l'agriculture.

Dans notre pays, des entreprises industrielles centrales de

grande taille sont, aussi, largement réparties en province. Dans presque tous les arrondissements existent une ou deux entreprises industrielles centrales sinon davantage. Cela constitue une grande force pour le développement des campagnes et, en même temps, favorise à maints égards le développement de l'industrie elle-même.

Les entreprises industrielles centrales réparties en province doivent accorder une aide active, sur les plans matériel et technique, politique et idéologique, aux fermes coopératives qui les entourent. Les fermes coopératives doivent ravitailler de manière satisfaisante les ouvriers et techniciens de ces entreprises en légumes, en produits d'élevage et autres produits alimentaires. L'arrondissement doit établir des liens étroits entre les entreprises industrielles centrales et les fermes coopératives existant sur son territoire et il doit les diriger de sorte qu'elles renforcent leur assistance mutuelle.

## 2. L'ARRONDISSEMENT EN TANT QUE CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES CAMPAGNES

Une des questions importantes pour le développement des campagnes socialistes et pour l'accélération de l'édification socialiste est de renforcer les liens économiques, commerciaux entre la ville et la campagne. C'est seulement en renforçant ces liens que les produits manufacturés pourront être facilement fournis aux campagnes de façon à élever le niveau de vie des paysans, que les besoins des campagnes en ces produits pourront s'accroître et que la vente des marchandises pourra être accélérée, ce qui stimulera le développement de l'industrie. C'est seulement en renforçant ces liens que les produits

agricoles pourront être achetés à temps par l'Etat pour satisfaire les besoins de la population urbaine en denrées alimentaires et ceux de l'industrie en matières premières, que le revenu des paysans pourra s'accroître et que le développement de l'économie rurale pourra être encore accéléré.

L'arrondissement constitue le point d'appui où s'établissent les liens économiques entre la ville et la campagne et le centre de ravitaillement des campagnes. Les produits d'origine rurale sont livrés aux villes par l'intermédiaire des arrondissements, les articles industriels produits dans les villes le sont également aux campagnes par cet intermédiaire. Si l'arrondissement ne remplit pas bien son rôle de centre de ravitaillement, il est impossible d'assurer de façon satisfaisante les liens économiques entre la ville et la campagne, ce qui, à la longue, peut devenir un grand obstacle à l'amélioration du niveau de vie des ouvriers et des paysans et au développement de l'industrie et de l'agriculture.

Plus l'édification socialiste progresse, et plus les liens économiques entre la ville et la campagne se resserrent. Par conséquent, le rôle et les fonctions des arrondissements en tant que points d'appui destinés à établir ces relations doivent être encore étendus.

Dans la mesure où l'économie rurale se développe et où le revenu des paysans s'accroît, ceux-ci demandent beaucoup plus de produits manufacturés de différentes sortes et de bonne qualité. Les arrondissements doivent consolider leurs propres centres de ravitaillement, répartir rationnellement le réseau de magasins dans les campagnes et distribuer correctement les marchandises, assurant ainsi un approvisionnement suffisant et opportun en produits manufacturés aux paysans. Les établissements commerciaux des arrondissements doivent exercer une influence active sur la production, de telle sorte

que les entreprises industrielles puissent produire davantage d'articles de meilleure qualité, conformément à la demande des campagnes.

D'autre part, à mesure que la production agricole s'accroît et que l'économie rurale se développe de manière diversifiée, la quantité de produits commercialisables augmente rapidement dans les campagnes. Les arrondissements doivent acheter ces produits à temps dans les campagnes en renforçant leurs propres centres d'achat, en organisant d'une manière rationnelle leurs travaux d'achats, de telle sorte que le revenu des paysans puisse augmenter, que leur enthousiasme pour la production s'accroisse, et qu'en même temps, la fourniture à la population urbaine et à l'industrie de denrées alimentaires et de matières premières de provenance agricole puisse être assurée de façon satisfaisante.

Sous le socialisme, le commerce est par essence un travail d'approvisionnement du peuple. Le commerce rural est un travail de ravitaillement des paysans. Les fonctionnaires des établissements commerciaux et des organismes d'achat des arrondissements doivent accomplir leur travail en n'oubliant jamais qu'ils sont au service des paysans.

Les arrondissements doivent accorder une attention particulière à l'amélioration des services rendus aux paysans ainsi qu'à la fourniture des marchandises à la campagne. Différents établissements d'utilité publique — salons de coiffure, bains, blanchisseries, ateliers de réparation de vêtements et de meubles, dortoirs, etc., — sans parler des magasins, doivent être tous aménagés et entretenus parfaitement dans chaque commune rurale pour satisfaire pleinement tous les besoins des paysans dans leur vie quotidienne.

Ainsi, nos communes rurales devront être transformées non seulement en solides cellules de production agricole, mais

aussi en excellentes cellules d'approvisionnement et de service au bénéfice des paysans.

## 3. L'ARRONDISSEMENT EN TANT QUE POINT D'APPUI DE LA REVOLUTION CULTURELLE DANS LES CAMPAGNES

L'arrondissement exerce également une puissante influence sur le développement des campagnes socialistes, en tant que point d'appui de la révolution culturelle.

Le chef-lieu d'arrondissement dispose de divers établissements culturels et d'utilité publique, tels que les écoles, les hôpitaux, les cinémas, les librairies et les bibliothèques, qui sont au service des habitants de l'endroit et de la population rurale de l'arrondissement. Celui-ci contrôle directement les écoles et les cliniques des campagnes et il dirige lui-même tous les travaux culturels et sanitaires dans les campagnes de son ressort. Les cadres du Parti et les cadres gestionnaires et techniques des campagnes sont formés principalement dans les établissements d'enseignement de l'arrondissement. La construction des logements, des établissements culturels et de ceux d'utilité publique dans les campagnes est effectuée par la brigade de construction rurale relevant de l'arrondissement.

Le rôle de ce dernier en tant que point d'appui de la révolution culturelle dans les campagnes doit être renforcé par tous les moyens afin que l'édification socialiste moderne des campagnes soit accélérée.

L'arrondissement doit perfectionner les écoles rurales et améliorer encore l'enseignement du point de vue qualitatif afin de former les jeunes et les enfants des villages pour en faire des bâtisseurs du socialisme et du communisme, bâtis-

seurs compétents, bien préparés sur les plans intellectuel, moral et physique. En particulier, il doit préparer avec énergie la mise en vigueur du système d'enseignement technique obligatoire pour dispenser un enseignement technique à toute la jeunesse et à tous les enfants ruraux de sa circonscription. Il doit former davantage de cadres ruraux dans ses écoles techniques supérieures et autres établissements d'enseignement.

L'arrondissement doit aménager parfaitement son hôpital et les cliniques de ses villages et étendre le réseau du service de santé publique dans les campagnes afin d'y améliorer le travail sanitaire. Il doit y renforcer sa direction et son aide à l'ensemble des activités culturelles.

Le chef-lieu d'arrondissement constitue, dans les campagnes, la base de diffusion de la culture et du mode de vie avancés de la ville. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il soit attrayant, coquet et qu'il réponde aux exigences de la culture et de l'hygiène, afin que les villages suivent son exemple. Il doit inciter les villages à l'imiter dans tous les aspects de l'existence et leur servir de modèle pour un mode de vie nouveau, socialiste.

L'arrondissement doit promouvoir énergiquement la construction de son chef-lieu et de ses villages en mobilisant les forces de la brigade de construction rurale. Cette dernière doit effectuer, sous sa propre responsabilité, la construction des logements, des établissements culturels et des établissements d'utilité publique dans les villages de la circonscription.

Si l'arrondissement accomplit tous ces travaux de façon satisfaisante, la révolution culturelle dans les campagnes sera encore accélérée.

## 4. LA DIRECTION DU TRAVAIL RURAL PAR LE COMITE D'ARRONDISSEMENT DU PARTI

Le comité d'arrondissement du Parti est, pour notre Parti, l'organisme de direction de base ainsi que l'état-major dans les affaires de l'arrondissement. Il dirige lui-même toutes les structures du Parti dans l'arrondissement; il contrôle et dirige toutes les affaires de l'arrondissement d'une manière unifiée.

La direction du travail rural occupe la place la plus importante dans les activités du comité d'arrondissement du Parti. Son travail s'exerce principalement à l'égard des villages. Il dirige lui-même les structures rurales du Parti dans l'arrondissement et dirige, dans le cadre du Parti, toutes les activités économiques et culturelles dans les campagnes. Toutes les activités effectuées dans les autres domaines sous la direction du comité d'arrondissement du Parti sont également en rapport direct avec le travail rural.

Si le comité d'arrondissement du Parti ne renforce pas sa direction à l'égard du travail rural, il lui sera impossible d'accroître le rôle de l'arrondissement dans la construction socialiste des campagnes et, par conséquent, il sera impossible d'assurer un développement rapide de ces dernières. Continuer à améliorer et à intensifier la direction du comité d'arrondissement du Parti à l'égard du travail rural afin d'accélérer l'édification du socialisme dans les campagnes est l'une de nos tâches primordiales.

Premièrement, le comité d'arrondissement du Parti doit remplir correctement son rôle de barreur dans le développe-

ment de l'économie rurale et dans l'édification de la culture rurale.

Le comité pour la direction des fermes coopératives, le comité populaire et les autres organes administratifs et économiques de l'arrondissement organisent et exécutent directement le travail concernant la production et la technique agricoles, la construction rurale, les activités culturelles dans les campagnes, etc. Le comité d'arrondissement du Parti n'exécute pas directement le travail économique et culturel, mais il exerce sur lui la direction et le contrôle du Parti.

Le comité d'arrondissement du Parti doit indiquer l'orientation et les méthodes à suivre aux organes administratifs et économiques de l'arrondissement de sorte qu'ils s'acquittent correctement du travail économique et culturel dans les campagnes, en s'appuyant fermement sur la politique du Parti. Et en même temps, il doit souvent vérifier et contrôler les organes administratifs et économiques dans l'exécution de leur travail, et les aider à corriger à temps leurs erreurs éventuelles.

Ce qui est particulièrement important dans la direction qu'il exerce sur le travail économique et culturel des campagnes, c'est de déterminer correctement l'ordre de priorité dans le travail, de concentrer les efforts sur le travail principal de la période donnée et de diriger en même temps tous les autres travaux dans leur ensemble, d'une manière synthétique. Le travail à la campagne est plus complexe et plus varié que celui de tout autre domaine. Le comité d'arrondissement du Parti ne doit pas manquer d'accomplir une à une les tâches importantes et prioritaires en y concentrant tous ses efforts et, en même temps, de contrôler et de diriger toutes les affaires économiques et culturelles des campagnes de façon unifiée.

Deuxièmement, le comité d'arrondissement du Parti doit directement organiser et exécuter le travail du Parti et le travail politico-idéologique dans les campagnes.

Il doit agir sur les structures rurales du Parti, les cadres ruraux, les membres ruraux du Parti et les masses paysannes. Il faut consolider les cellules rurales et les comités de commune du Parti, les diriger et les aider jour après jour dans leur travail pour que toutes les structures rurales du Parti puissent pleinement accomplir leurs propres fonctions. Il faut bien constituer le personnel d'encadrement rural, l'éduquer, l'aider et l'instruire constamment pour que chacun remplisse correctement ses tâches selon la politique du Parti. Il faut renforcer le militantisme des membres du Parti des campagnes et raffermir constamment leur esprit de parti de sorte qu'ils jouent tous un rôle d'avant-garde au sein des masses paysannes. Il faut continuer à intensifier l'éducation communiste et l'éducation de classe auprès des paysans afin qu'ils soutiennent tous activement la politique rurale du Parti et luttent avec abnégation pour son application.

En appliquant parfaitement la ligne de masse dans le travail du Parti, le comité d'arrondissement du Parti doit veiller à ce que toutes les structures rurales du Parti soient fortement agissantes, à ce que tous les cadres, tous les membres du Parti et tous les paysans deviennent actifs, travaillent avec conscience et fassent preuve d'enthousiasme et d'esprit créateur.

Le comité d'arrondissement du Parti doit accorder une attention particulière à l'éducation idéologique des paysans. Il est l'organisateur et le dirigeant directs de la révolution idéologique dans les campagnes. Il doit veiller à ce que l'éducation communiste des paysans soit menée dans le cadre d'un mouvement de masse, en mobilisant les structures

rurales du Parti et leurs membres, les cavaliers du Tcheullima et les paysans les plus actifs.

Tous les comités d'arrondissement de notre Parti doivent renforcer la direction de celui-ci vis-à-vis du travail économique et culturel dans les campagnes et y intensifier le travail politique du Parti pour accomplir pleinement leurs fonctions d'état-major dans tout le travail rural des arrondissements.

## IV. QUELQUES MESURES A PRENDRE DANS L'IMMEDIAT POUR CONSOLIDER LA BASE ECONOMIQUE DES FERMES COOPERATIVES ET AMELIORER LE NIVEAU DE VIE DES PAYSANS

L'économie rurale de notre pays se développe sans cesse grâce à la supériorité du système socialiste d'économie coopérative et à la juste politique du Parti.

Avec l'accroissement rapide de la production agricole, la base économique des fermes coopératives a été consolidée et le niveau de vie des paysans amélioré.

Les fermes coopératives de notre pays, organisées sur les ruines de la guerre, dans des conditions extrêmement difficiles dues à l'absence de machines agricoles et à la pénurie de main-d'œuvre et d'animaux de trait, se sont transformées aujourd'hui en solides exploitations socialistes, capables d'augmenter constamment la production et d'améliorer toujours davantage le niveau de vie des coopérateurs. Nos paysans, qui, à cause de la guerre, avaient presque entièrement perdu leurs maisons, leurs meubles et ustensiles ménagers et avaient

souffert de la pénurie d'aliments et de vêtements, ont tous atteint aujourd'hui un niveau de vie égal à celui du paysan moyen ou du paysan moyen aisé. C'est là un grand changement intervenu dans le développement de l'économie rurale et dans la vie des paysans de notre pays.

Notre tâche est de consolider davantage la base économique des fermes coopératives et d'améliorer davantage le niveau de vie des paysans.

Bien que leur base économique ait été rapidement renforcée, nos fermes coopératives ne sont pas encore riches, car, à l'origine, elles avaient été organisées sur des bases trop faibles. Bien que le niveau de vie de nos paysans ait été rapidement élevé, ils ne vivent pas encore dans l'aisance, car ils avaient été auparavant très pauvres. Depuis la Libération et, en particulier, depuis la réalisation de la coopérativisation agricole, les différences entre la ville et la campagne ont remarquablement diminué. Mais celle-ci est encore considérablement en retard sur celle-là et le niveau de vie des paysans est plus bas que celui des ouvriers et des employés, du fait du grand retard dans lequel se trouvaient autrefois nos régions rurales.

Nous devons veiller à ce que toutes nos fermes coopératives s'enrichissent et à ce que tous nos paysans vivent dans l'abondance. Il nous faut réduire encore davantage le décalage entre la ville et la campagne, continuer à élever le niveau de vie des ouvriers et des employés et, en même temps, à en rapprocher celui des paysans.

Pour cela, il faut augmenter considérablement la production agricole et, parallèlement, alléger de manière systématique les charges des fermes coopératives et des paysans.

Maintenant que la puissance de notre industrie s'est accrue et que les bases de notre économie nationale indépendante sont devenues plus solides encore, nous pouvons

prendre une série de mesures importantes pour diminuer les charges des fermes coopératives et des paysans et leur accorder de plus grands avantages de la part de l'Etat.

Ces mesures sont:

Premièrement, abolir complètement le système de l'impôt agricole en nature;

Deuxièmement, entreprendre désormais avec des fonds de l'Etat jusqu'aux grands travaux de construction à la campagne, qui auparavant, étaient effectués avec les propres fonds des fermes coopératives;

Troisièmement, construire aux frais de l'Etat des maisons modernes pour les paysans.

## 1. L'ABOLITION DU SYSTEME DE L'IMPOT AGRICOLE EN NATURE

Le système de l'impôt agricole en nature a été mis en vigueur dans notre pays à la suite de la réforme agraire, en 1946, immédiatement après la Libération.

Avant la Libération, nos paysans étaient spoliés de la plus grande partie de leur récolte par les propriétaires fonciers et les impérialistes japonais, sous forme de fermage, de livraisons forcées et de toutes sortes d'autres impositions. L'application de la réforme agraire et l'introduction du système de l'impôt unitaire en nature libérèrent les paysans de cette exploitation et de ce pillage et leur permirent de disposer librement de ce qui restait de leur récolte après n'en avoir livré que 25 % à l'Etat. A l'époque, ce fut une transformation révolutionnaire pour le développement des forces productives de l'agriculture et l'amélioration du niveau de vie des paysans.

L'impôt en nature payé par les paysans à l'Etat joua un

grand rôle dans le ravitaillement des ouvriers et des employés et dans l'affectation des fonds nécessaires au développement de l'industrie.

L'Etat diminua graduellement les charges fiscales en nature des paysans à mesure que l'industrie socialiste d'Etat se développait et que les bases d'une économie nationale indépendante étaient créées. Le taux de l'impôt en nature fut, après la guerre, abaissé de 25 % de la récolte à une moyenne de 20,1 % et il fut encore rabaissé à 8,4 % en 1959. De plus, de nombreuses fermes coopératives ont vu leur impôt en nature encore réduit et certaines en ont été totalement exemptées. Avant la fin de 1963, dans notre pays, 1 331 fermes coopératives ont été déjà complètement exemptées de l'impôt en nature, sur un total de plus de 3 700.

Le 4e Congrès de notre Parti a décidé d'abolir totalement le système de l'impôt agricole en nature au cours du plan septennal. Il est maintenant grand temps de mettre cette décision en application.

Nous devons abolir totalement le système de l'impôt agricole en nature au cours des trois années allant de 1964 à 1966.

Actuellement, plus de 2 400 fermes coopératives payent l'impôt en nature dans notre pays, les autres en étant déjà exemptées. Sur ce nombre, nous devons exempter cette année plus de 800 fermes coopératives de cet impôt, en 1965, nous devrons en exempter encore 800 environ et, en 1966, dernière année, nous devrons exempter le reste. Ainsi, devons-nous abolir une fois pour toutes le système de l'impôt en nature.

L'exemption des fermes coopératives de l'impôt en nature doit être effectuée selon un ordre déterminé, en commençant par celles qui sont en retard, et en tenant suffisamment compte des conditions économiques de chaque ferme. Au

cours de la première année, il faut exempter les fermes aux assises économiques relativement faibles; l'année suivante les fermes d'un niveau moyen et la dernière année celles qui sont relativement aisées.

L'abolition du système de l'impôt agricole en nature ne représentera pas seulement une mesure importante pour la consolidation de la base économique des fermes coopératives et pour l'augmentation des revenus des paysans, mais elle sera encore un événement de portée historique qui marquera l'affranchissement total de nos paysans de toute espèce de charges fiscales.

## 2. L'EXECUTION AUX FRAIS DE L'ETAT DE TOUS LES GRANDS TRAVAUX DE CONSTRUCTION DANS LES CAMPAGNES

Chaque année notre pays entreprend d'immenses travaux de construction de base pour renforcer les fondements matériels et techniques de l'économie rurale.

Dans la construction de base effectuée jusqu'ici dans les campagnes, les travaux de grande importance ont tous été entrepris grâce au financement de l'Etat, tandis que les travaux de moyenne et petite importance l'ont été principalement grâce au financement des fermes coopératives elles-mêmes. Au cours de ces cinq dernières années, sur le total des fonds affectés aux grands travaux de construction dans les campagnes, l'investissement de l'Etat occupait plus de 60 %, tandis que celui des fermes coopératives se montait à environ 40 %.

A partir de cette année, nous devons également procéder avec des fonds de l'Etat aux grands travaux de construction

effectués jusqu'ici avec les propres fonds des fermes coopératives. Il faut accomplir entièrement avec des fonds de l'Etat les grands travaux de construction, tels que les travaux d'irrigation de petite et moyenne importance, les travaux d'aménagement des cours d'eau, la construction des installations de pompage d'eau, des aires de battage, des étables, des granges et des centrales électriques rurales, la pose des lignes électriques, laissant à l'avenir également les fermes coopératives acheter avec leurs propres fonds l'outillage aratoire, les petites et moyennes machines agricoles, les animaux de trait, etc. Cela signifie que l'Etat accepte d'immenses charges supplémentaires au bénéfice des paysans.

L'application de cette mesure réduira considérablement les charges supportées par les fermes coopératives, ce qui permettra à ces dernières d'augmenter sensiblement la quote-part de leurs membres, tout en réservant davantage de fonds aux travaux de culture. Par ailleurs, elle permettra d'accroître le total des investissements dans les grands travaux de construction pour l'agriculture et d'effectuer ces derniers dans les campagnes d'une façon plus planifiée, plus rationnelle et qualitativement meilleure. Il en résultera que les bases matérielles et techniques de l'économie rurale seront consolidées plus rapidement encore.

## 3. LA CONSTRUCTION D'UN HABITAT RURAL MODERNE AUX FRAIS DE L'ETAT

Les paysans de notre pays ont vécu pendant des millénaires dans des huttes délabrées. Après la Libération, le problème du logement dans les campagnes s'était posé comme l'un des plus pressants pour la vie des paysans. Les immenses

destructions de la guerre ont encore aggravé la situation du logement aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

A la suite de l'élévation de leur niveau de vie, nos paysans ont construit un grand nombre de maisons nouvelles avec l'aide active de l'Etat. C'est surtout après l'organisation des brigades de construction rurale que la construction de logements s'est développée encore davantage dans les campagnes. Les conditions de logement y ont déjà été améliorées de manière décisive.

Pour résoudre avec plus de succès encore le problème du logement dans les campagnes, il nous faut désormais construire entièrement aux frais de l'Etat des maisons modernes pour les paysans. A l'avenir aussi, les travaux de construction de logements qui leur seront destinés devront être poursuivis sur une grande échelle afin d'offrir des maisons coquettes et modernes à tous les paysans. L'Etat doit non seulement se charger des matériaux, des fonds et de la main-d'œuvre nécessaires à cette construction, mais également supporter les frais d'édification des maisons modernes déjà bâties par les brigades de construction rurale.

Cela signifie que l'Etat assure le logement aux paysans tout comme il le fait pour les ouvriers et pour les employés. De telles mesures populaires peuvent être prises seulement par un parti et un Etat de la classe ouvrière, qui servent fidèlement le peuple tout entier et seulement dans une société socialiste où chacun peut bénéficier d'une vie heureuse.

Nous changerons complètement le visage des villages dans les quelques années à venir en donnant une impulsion plus énergique à la construction des logements ruraux modernes aux frais de l'Etat.

En plus des trois mesures précitées, il faut trouver et mettre en pratique tous les moyens possibles de nature à

diminuer les charges des fermes coopératives et des paysans et à accroître leurs revenus.

Notre classe ouvrière doit lutter avec encore plus d'énergie pour appliquer avec succès les grandes mesures prises par l'Etat dans l'intérêt des paysans. Ce n'est qu'en développant davantage l'industrie socialiste qu'il sera possible d'accorder une aide plus importante aux campagnes et de les élever au niveau des villes. Les ouvriers doivent innover sans cesse dans l'industrie, les transports, la construction et tous les autres domaines, afin de consolider la base économique du pays et de soutenir plus activement les campagnes.

C'est un devoir sacré pour la classe ouvrière que d'aider les paysans et de leur assurer une vie heureuse et cela est conforme aux intérêts de l'Etat et de la société tout entiers. Plus les paysans réussiront dans l'agriculture, grâce à l'aide qui leur aura été apportée de toutes parts, et plus sera consolidée la base de ravitaillement en denrées alimentaires et en matières premières pour la population urbaine et pour l'industrie, plus l'édification du socialisme sera accélérée.

Nos paysans doivent remplir leurs devoirs et leur rôle dans l'édification du socialisme en réalisant avec succès les tâches auxquelles ils sont confrontés dans l'économie rurale. Ils doivent intensifier encore la lutte pour l'augmentation de la production en réponse au soutien actif de la classe ouvrière. Ils doivent fournir suffisamment de produits alimentaires et d'élevage, de légumes et de fruits aux ouvriers et à la population urbaine, ainsi qu'une plus grande quantité de matières premières à l'industrie légère. Plus la production agricole s'accroîtra, et plus le développement de l'industrie sera accéléré, plus les bases économiques du pays seront renforcées; ainsi l'Etat pourra faire davantage encore pour les paysans.

Sous la direction de la classe ouvrière, les ouvriers et les paysans doivent étroitement s'unir et coopérer, et le peuple tout entier doit s'unir fermement et lutter pour édifier le socialisme encore mieux et plus rapidement.

* * *

C'est un devoir noble et glorieux pour nous que de continuer à résoudre avec succès la question rurale.

La lutte pour l'édification socialiste des campagnes vise à transformer nos campagnes qui, dans le passé, étaient pauvres et en retard, en des campagnes socialistes, riches, modernes et dotées des techniques de pointe. C'est une lutte pour accélérer l'édification du socialisme dans son ensemble. C'est une lutte pour consolider notre base révolutionnaire aussi fermement que le roc, pour donner un encouragement plus puissant aux paysans et à la population de la Corée du Sud, et pour hâter la réalisation de l'œuvre de réunification de la patrie. C'est aussi une lutte pour sauvegarder la pureté du marxisme-léninisme et démontrer sa grande vitalité dans la question rurale, pour faire preuve de la supériorité authentique du système socialiste d'économie rurale.

Nous sortirons sûrement vainqueurs de cette lutte, du moment que nous disposons d'un parti marxiste-léniniste éprouvé, d'un puissant pouvoir détenu par la classe ouvrière, d'un système socialiste avancé et des bases solides d'une économie indépendante, et que les ouvriers, les paysans et le peuple tout entier vont de l'avant, fermement unis autour du Parti. Notre Parti et notre peuple remporteront une nouvelle et grande victoire sur le front rural, comme sur tous les autres fronts de l'édification socialiste.

*Imprimé en République Populaire*
*Démocratique de Corée*

**No 907276**